

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

NATIONALE BANK VAN BELGIE

Annexe 3 au procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 18 mai 2015
Exposé introductif par le Gouverneur

Bijlage 3 bij de notulen van de gewone algemene vergadering van 18 mei 2015
Inleidende uiteenzetting door de Gouverneur

EXPOSE INTRODUCTIF DU GOUVERNEUR

Mesdames, Messieurs,

Au nom du Comité de direction, je vous souhaite la bienvenue à cette assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Banque nationale de Belgique.

Vous avez aujourd'hui en face de vous un comité de direction sensiblement différent de celui qui se présentait devant vous l'année dernière à pareille époque. Depuis notre dernière assemblée générale, plusieurs membres du Comité ont en effet atteint la fin de leur mandat. J'ai succédé au gouverneur Luc Coene le 11 mars de cette année. Mon prédécesseur a depuis été appelé à siéger au Conseil de surveillance prudentielle de la Banque centrale européenne en tant que représentant de cette institution. Gouverneur de la Banque depuis le 1^{er} avril 2011, Luc Coene avait été amené à gérer l'intégration du contrôle prudentiel à la Banque ; avec l'ensemble du Comité de direction, il a ainsi remodelé en profondeur l'organisation de la Banque pour lui permettre de faire face de la façon la plus efficace et la plus moderne à toute l'étendue de ses responsabilités.

Le vice-gouverneur Françoise Masai a également été atteinte par la limite d'âge peu après notre dernière assemblée générale, suivie à la fin de 2014 par le directeur Norbert De Batselier. Trois nouveaux directeurs ont ainsi fait leur entrée au Comité de direction, à savoir chronologiquement MM Vincent Magnée, Tom Dechaene et Tim Hermans. A la date du 11 mars, le directeur Pierre Wunsch a été désigné en tant que vice-gouverneur.

Je voudrais à présent revenir en grandes lignes sur les changements importants que la Banque a connus en 2014, tant dans ses tâches que dans son environnement direct, et qui vous sont présentés de façon détaillée dans le chapitre premier de notre rapport d'entreprise.

Depuis 2011, l'architecture du contrôle prudentiel n'a cessé d'être amendée, tant au niveau national qu'au niveau européen, amenant la Banque à adapter ses propres structures et son mode de travail à ce pilier d'activité. L'année 2014 n'a certes pas fait exception ; elle marque même une sorte de point culminant en la matière, puisqu'elle a vu la mise en œuvre du Mécanisme de supervision unique, l'un des trois volets de l'ambitieux projet d'union bancaire européenne qui constitue l'une des réponses de l'Union européenne à la crise financière qui a éclaté en 2008. Cette entrée en vigueur a été précédée par une évaluation approfondie des institutions bancaires concernées, comprenant une évaluation des actifs de celles-ci et des tests de résistance ; toutes les autorités de supervision nationales, dont la Banque, y ont été largement impliquées.

Dans le cadre du déploiement du deuxième volet de ce projet – le Mécanisme de résolution unique -, la Banque a également été désignée comme autorité nationale de résolution.

La Banque met tout en œuvre pour s'inscrire au mieux dans la nouvelle configuration de la supervision prudentielle et remplir ses missions en la matière avec toute la rigueur et l'efficacité qu'elles requièrent. Elle n'a eu de cesse de refléter dans sa propre structure l'organisation du Mécanisme de supervision unique. C'est ainsi que la supervision sur les institutions significatives – directement surveillées par ce

mécanisme - et celle sur les institutions moins significatives ont été confiées à des équipes distinctes. Simultanément, de nombreux ponts ont été préservés entre les équipes respectives.

En termes de gouvernance, le Risk Committee de la Banque a instauré un volet hebdomadaire consacré au Mécanisme de supervision unique. Celui-ci permet de discuter de tout ce qui concerne la supervision bancaire unique, d'identifier les problèmes qui doivent être soumis au Comité de direction et de préparer à la fois les réunions du Conseil de surveillance prudentielle de la BCE et de son Conseil des gouverneurs.

Au premier janvier 2016, l'entrée en vigueur de la directive Solvabilité II aura à son tour un impact considérable sur le secteur des assurances, en renforçant son cadre prudentiel et en améliorant l'harmonisation de celui-ci au sein de l'Union européenne. Cette échéance a dicté et dicte encore l'essentiel de l'agenda des équipes en charge de la surveillance prudentielle des entreprises d'assurance et de réassurance.

Enfin, 2014 a encore vu la responsabilité de la Banque en matière de risques systémiques s'étendre, avec la décision du gouvernement d'en faire l'autorité de supervision macroprudentielle pour notre pays. Depuis lors, la Banque est formellement chargée de la détection et du suivi des risques systémiques et est dotée d'instruments pour prévenir ou atténuer ces risques afin d'améliorer la résilience du système financier belge.

L'environnement dans lequel évolue notre entreprise a donc, au cours des dernières années, connu des mutations considérables : on l'observe dans de multiples domaines, et pas seulement en matière prudentielle. La politique monétaire de l'Eurosystème s'exerce depuis une demi-douzaine d'années dans des conditions très exigeantes, obligeant toutes les banques centrales partenaires à démontrer leurs capacités d'analyse et leur adaptabilité dans l'exécution des décisions.

Les dernières décisions prises par le Conseil des gouverneurs nous le rappellent plus que jamais. Je pense en particulier à la décision, annoncée le 22 janvier dernier, d'acquérir pour 60 milliards d'euros par mois d'actifs privés et publics, à tout le moins jusque septembre 2016. Dans un contexte où les taux directeurs ont atteint un plancher absolu, cette décision de politique monétaire se justifie pour satisfaire au mandat de stabilité des prix qui a été confié à l'Eurosystème. Précisément car elle soutient l'activité, l'inflation et fournit dès lors les conditions d'un retour durable vers des niveaux de taux d'intérêt plus élevés, la décision de conduire un programme étendu d'achats d'actifs exige que des mesures de précaution soient adoptées. Le directeur Dechaene y reviendra dans son exposé sur les comptes annuels.

En matière de statistiques macroéconomiques, l'année 2014 a été marquée par l'entrée en vigueur du Système européen des comptes 2010, nouveau standard d'établissement des comptes nationaux qui précise pour l'Union européenne des dispositions générales définies au niveau mondial par les Nations unies. Ce basculement méthodologique a nécessité en amont une importante préparation ; dans la mesure où il vise à mieux appréhender l'ensemble des mutations des économies contemporaines, il exerce en effet des incidences profondes sur tous les domaines statistiques.

Dans la plupart des secteurs où la Banque s'illustre – y compris des activités historiques, comme la production des billets et la gestion de la circulation fiduciaire -, des changements fondamentaux l'ont amenée au cours des dernières années à reconsidérer ses priorités et ses méthodes de travail. Elle a ainsi décidé qu'à l'horizon 2020, les billets ne seront plus imprimés par elle mais achetés. Une nouvelle répartition des tâches s'imposera également entre la Banque, le secteur financier et les transporteurs de fonds. Dans ce modèle, les sièges de Mons et Hasselt seront fermés en 2016. La Banque continuera cependant de veiller sur la qualité des billets en circulation.

Fait commun à de nombreux pays occidentaux, la structure démographique de notre entreprise nous oblige d'un autre côté à anticiper l'accélération des départs à la retraite dans les années qui viennent, avec le risque d'une perte importante d'expérience mais aussi l'opportunité de redessiner le profil de compétence du personnel de la Banque en fonction des nouveaux besoins qui se font déjà jour.

Ces facteurs externes et internes ont amené la Banque à se lancer dès 2013 dans un exercice de réflexion stratégique à l'horizon 2020, auquel elle a mis un point final au cours de l'année sous revue. Plus que jamais, la Banque entend se profiler comme un centre de compétence en matière de politique monétaire, d'analyse économique et financière et de supervision prudentielle. D'entreprise de production, elle évolue vers une entreprise de la connaissance. Dans l'avenir, la Banque entend continuer à offrir aux autorités belges et au Système européen de banques centrales des contributions de haute valeur ajoutée, remarquées pour leur niveau scientifique élevé et leur objectivité. Elle continuera à investir dans les statistiques et le travail d'étude, avec un accent croissant sur leur dimension régionale. L'amélioration continue de son savoir-faire dans l'exécution de la politique monétaire figure également au rang de nos priorités.

L'exercice stratégique nous a permis de définir un cap de moyen terme autour duquel nous pouvons mobiliser nos forces vives. La politique de la Banque en matière de ressources humaines s'ajuste naturellement sur ces grandes lignes de conduite. En 2020, son effectif ne dépassera pas 85% de ce qu'il est aujourd'hui. Mais il comptera proportionnellement plus de cadres de formation universitaire et nécessitera des profils pointus qu'il faudra être à même d'attirer et de retenir. Quant au personnel affecté aux tâches prudentielles, il sera en nombre proportionnellement plus élevé qu'aujourd'hui par rapport aux collaborateurs actifs dans d'autres domaines, conformément au profil que l'on retrouve dans la plupart des autres banques centrales de l'Eurosystème.

Dans un contexte économique et financier aussi changeant qu'exigeant, la Banque reste plus que jamais guidée par le souci de mettre sa force de travail au service de l'intérêt général. Cela suppose en particulier qu'elle maintienne un niveau de compétence conforme aux attentes et qu'elle veille à exercer la large gamme de ses tâches tout en poursuivant une gestion efficace, tant administrativement que financièrement.

Enfin, je veux signaler que notre institution a aussi été mise à l'honneur par deux prix couronnant son activité de mécène, entre autres pour son soutien au projet Kazerne Dossin, musée, mémorial et centre de documentation sur l'Holocauste et les droits de l'homme.

Voilà, esquissé à grands traits, ce que je souhaitais vous dire sur ce qui a fait et continue de faire l'activité quotidienne de la Banque. Je vous propose à présent de passer au deuxième point de l'ordre du jour, à savoir le rapport sur les opérations de l'exercice clôturé au 31 décembre 2014, qui sera présenté par le directeur Dechaene.

INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE GOUVERNEUR

Dames en heren,

In naam van het Directiecomité heet ik u welkom op deze gewone algemene vergadering van de aandeelhouders van de Nationale Bank van België.

U ziet vandaag tegenover u een directiecomité dat aanzienlijk verschilt van dat van vorig jaar op hetzelfde tijdstip. Sinds onze laatste algemene vergadering hebben verscheidene leden van het Comité immers hun mandaat voleindigd. Op 11 maart van dit jaar heb ik gouverneur Luc Coene opgevolgd. Mijn voorganger werd sindsdien gevraagd om zitting te hebben in de Raad van Toezicht van de Europese Centrale Bank als vertegenwoordiger van deze instelling. Als gouverneur van de Bank sedert 1 april 2011 diende Luc Coene de integratie van het prudentieel toezicht in de Bank in goede banen te leiden; samen met het hele Directiecomité heeft hij aldus de organisatie van de Bank grondig hertekend om haar in staat te stellen op een zo efficiënt en modern mogelijke wijze al haar verantwoordelijkheden te dragen.

Vicegouverneur Françoise Masai bereikte kort na onze laatste algemene vergadering eveneens de leeftijdsgrens, en eind 2014 was dit ook zo voor directeur Norbert De Batselier. Drie nieuwe directeurs traden aldus toe tot het Directiecomité, namelijk achtereenvolgens de heren Vincent Magnée, Tom Dechaene en Tim Hermans. Op 11 maart werd directeur Pierre Wunsch aangewezen als vicegouverneur.

Ik zou nu in grote trekken willen terugkomen op de belangrijke veranderingen die de Bank in 2014 heeft ondergaan, zowel in haar taken als in haar directe omgeving, en die uitvoerig worden toegelicht in het eerste hoofdstuk van ons ondernemingsverslag.

Sinds 2011 is de architectuur van het prudentieel toezicht aanhoudend gewijzigd, zowel op nationaal als op Europees vlak, wat de Bank ertoe noopte haar eigen structuren en werkwijze aan die pijler van haar activiteit aan te passen. Het jaar 2014 vormde hierop zeker geen uitzondering; in dit jaar werd zelfs een soort hoogtepunt ter zake bereikt, met de tenuitvoerlegging van het gemeenschappelijk toezichtsmechanisme, een van de drie delen van het ambitieuze project van een Europese bankenunie, dat een van de reacties van de Europese Unie is op de in 2008 uitgebroken financiële crisis. Die inwerkingtreding werd voorafgegaan door een alomvattende beoordeling van de betrokken bankinstellingen, die een waardering van hun activa en stresstests omvatte; alle nationale toezichthouders, waaronder de Bank, werden daar in hoge mate bij betrokken.

In het kader van de uitvoering van het tweede deel van dat project – het gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme – werd de Bank tevens aangewezen als nationale afwikkelingsautoriteit.

De Bank stelt alles in het werk om zich optimaal te integreren in de nieuwe configuratie van het prudentieel toezicht en haar opdrachten ter zake te vervullen met alle nauwgezetheid en efficiëntie die ze vereisen. Ze heeft er onverwijld voor gezorgd de organisatie van het gemeenschappelijk toezichtsmechanisme in haar eigen structuur te weerspiegelen. Zo werden het toezicht op de significante instellingen – dat rechtstreeks door dat mechanisme wordt uitgeoefend - en het toezicht op de minder significante instellingen aan afzonderlijke teams toevertrouwd. Tegelijkertijd bleven tussen de respectieve teams tal van bruggen bestaan.

Wat de governance betreft, houdt het Risk Committee van de Bank een wekelijkse beraadslaging over het gemeenschappelijk toezichtsmechanisme. Dat overleg maakt het mogelijk alle aangelegenheden met betrekking tot het gemeenschappelijk toezicht op de banken te bespreken, na te gaan welke problemen aan het Directiecomité moeten worden voorgelegd en de vergaderingen van zowel de Raad van Toezicht als de Raad van Bestuur van de ECB voor te bereiden.

Op 1 januari 2016 zal de inwerkingtreding van de Solvabiliteit II-richtlijn op haar beurt een aanzienlijke invloed uitoefenen op de verzekeringssector, door het prudentiële kader van deze sector te versterken en de harmonisering ervan binnen de Europese Unie te verbeteren. Die datum bepaalde en bepaalt nog steeds grotendeels de agenda van de teams die belast zijn met het prudentieel toezicht op de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen.

Ten slotte kreeg de Bank in 2014 nog meer verantwoordelijkheid inzake systeemrisico's, omdat de regering besloot om haar aan te wijzen als de macroprudentiële toezichthouder voor ons land. Sindsdien is de Bank formeel belast met het opsporen en controleren van systeemrisico's en beschikt ze over instrumenten om deze risico's te voorkomen of te temperen, teneinde de veerkracht van het Belgische financiële stelsel te versterken.

De omgeving waarin onze onderneming actief is, onderging de afgelopen jaren dus aanzienlijke veranderingen : dat is in tal van domeinen merkbaar, en niet enkel op prudentieel gebied. Het monetair beleid van het Eurosysteem wordt al een zestal jaar in erg veeleisende omstandigheden gevoerd, wat alle centrale banken die er lid van zijn, ertoe noopt hun analysecapaciteiten en hun aanpassingsvermogen bij de uitvoering van beslissingen aan te tonen.

De jongste beslissingen van de Raad van Bestuur herinneren ons daar meer dan ooit aan. Ik denk in het bijzonder aan het op 22 januari jongstleden aangekondigde besluit om voor 60 miljard euro per maand activa van de particuliere sector en de overheid aan te kopen, ten minste tot september 2016. Aangezien de basisrentetarieven een absolute ondergrens hebben bereikt, is die monetairbeleidsbeslissing gerechtvaardigd om te voldoen aan de opdracht van het Eurosysteem inzake prijsstabiliteit. Juist omdat ze de bedrijvigheid en de inflatie ondersteunt, en derhalve de voorwaarden biedt voor een duurzame terugkeer naar een hoger rentepeil, vereist de beslissing om een uitgebreid programma voor de aankoop van activa uit te voeren, dat er voorzorgsmaatregelen worden genomen. Directeur Dechaene zal hierop terugkomen in zijn uiteenzetting over de jaarrekening.

Op het gebied van de macro-economische statistieken werd 2014 gekenmerkt door de inwerkingtreding van het Europees Systeem van Rekeningen 2010, de nieuwe standaard voor het opmaken van de nationale rekeningen. Dat systeem bevat voor de Europese Unie een nadere omschrijving van de algemene bepalingen die op wereldvlak zijn opgesteld door de Verenigde Naties. Die methodologische omschakeling vergde vooraf heel wat voorbereiding. Aangezien ze alle veranderingen in de hedendaagse economieën beter tracht weer te geven, heeft ze immers een ingrijpende weerslag op alle statistische domeinen.

In de meeste sectoren waarin de Bank zich onderscheidt – met inbegrip van historische activiteiten, zoals de productie van bankbiljetten en het beheer van de chartale geldomloop – hebben fundamentele veranderingen haar de voorbije jaren ertoe aangezet haar prioriteiten en werkmethoden te heroverwegen. Zo heeft ze besloten de bankbiljetten tegen 2020 niet langer zelf te drukken, maar deze aan te kopen. Voorts is een nieuwe taakverdeling noodzakelijk tussen

de Bank, de financiële sector en de geldtransporteurs. In dit model zullen de vestigingen van Bergen en Hasselt in 2016 worden gesloten. De Bank zal echter blijven toezien op de kwaliteit van de bankbiljetten in omloop.

Net als in tal van westerse landen verplicht de demografische structuur van onze onderneming ons dan weer om te anticiperen op de versnelde pensioneringen in de komende jaren, met het risico heel wat ervaring te verliezen, maar ook de kans om het competentieprofiel van het personeel van de Bank te hertekenen op grond van de nieuwe behoeften die reeds beginnen te ontstaan.

Die externe en interne factoren brachten de Bank ertoe vanaf 2013 te starten met een strategische denkoefening die vooruitblijkt tot 2020. Deze oefening werd tijdens het verslagjaar afgerond. Meer dan ooit wil de Bank zich profileren als een competentiecentrum inzake monetair beleid, economische en financiële analyse en prudentieel toezicht. Van een productieonderneming ontwikkelt ze zich tot een kennisonderneming. In de toekomst wil de Bank de Belgische overheid en het Europees Stelsel van Centrale Banken bijdragen met een hoge toegevoegde waarde blijven verstrekken, die de aandacht trekken door hun hoog wetenschappelijk niveau en hun objectiviteit. Zij zal blijven investeren in statistieken en studiewerk, met een toenemende nadruk op hun regionale dimensie. De aanhoudende verbetering van haar knowhow in de monetairbeleidsvoering behoort eveneens tot onze prioriteiten.

De strategische oefening stelde ons in staat een koers op middellange termijn uit te stippelen die we door onze productieve krachten kunnen laten volgen. Het human-resourcesbeleid van de Bank sluit op natuurlijke wijze bij die algemene gedragslijnen aan. In 2020 zal haar personeelsbestand hooguit 85 % van de huidige personeelssterkte belopen. Maar het zal verhoudingsgewijs meer kaderleden met een universitaire opleiding tellen en er zal nood zijn aan gespecialiseerde profielen die we moeten kunnen aantrekken en behouden. Het personeel dat prudentiële taken vervult, zal ten opzichte van vandaag verhoudingsgewijs groter uitvallen dan de medewerkers die in andere domeinen werkzaam zijn, overeenkomstig het profiel dat in de meeste andere centrale banken van het Eurosysteem voorkomt.

In een economische en financiële omgeving die even sterk verandert als ze veeleisend is, laat de Bank zich meer dan ooit leiden door het streven om haar arbeidskrachten in dienst te stellen van het algemeen belang. Dat veronderstelt met name dat het competentieniveau in de Bank aan de verwachtingen blijft voldoen en dat ze erop toeziet haar ruime takenpakket te vervullen en tegelijkertijd een efficiënt beheer te blijven nastreven, zowel administratief als financieel.

Ten slotte wil ik erop wijzen dat onze instelling werd gehuldigd met twee prijzen ter bekroning van haar mecenaat, onder meer voor haar steun aan het project van de Kazerne Dossin, een museum, memoriaal en documentatiecentrum over de Holocaust en de mensenrechten.

Dat was in grote trekken wat ik u wilde zeggen over de dagelijkse activiteit van de Bank in het verleden en de toekomst. Ik stel nu voor om over te gaan naar het tweede punt van de agenda, namelijk het verslag over de operaties van het op 31 december 2014 afgesloten boekjaar, dat door directeur Dechaene zal worden toegelicht.